

## Mémoires vives de l'Algérie en France

En 2020 vient d'être publié, chez Bleu Autour, *L'Algérie en héritage*, sous la direction de Leïla Sebbar et de l'universitaire Martine Mathieu-Job. Cet ouvrage est le dernier d'une série de quatre avec : *L'enfance des Français d'Algérie avant 1962* (2014), *Une enfance dans la guerre d'Algérie* (2016) et *À l'école en Algérie des années 1930 à l'indépendance* (2018), illustrés par Sébastien Pignon. Plus de cent auteurs y ont contribué, tous originaires d'Algérie, de toutes les origines, confessions et options philosophiques. Ils y ont apporté des photographies personnelles. Cet ensemble mémoriel résulte d'un « travail nécessaire, possible aujourd'hui... », dit Leïla Sebbar dans sa préface première. Ainsi, on peut lire des histoires minuscules dans l'Histoire et comprendre la complexité et la singularité de cette Algérie coloniale française... » Des histoires qui marquent toujours de leur empreinte leurs héritiers ainsi que notre société plurielle actuelle.

Le premier ouvrage donne la parole à des Français d'Algérie, « Européens », comme on disait, et Israélites. Leurs témoignages, dit très justement Leïla Sebbar, « évitent la nostalgie lacrymale, le dolorisme, le folklore réducteur, le créolisme et le ressentiment. » Cela ne veut pas dire, bien au contraire, qu'ils ignorent les sentiments, la souffrance et les épreuves endurées jusque dans leur exil. C'est là le plus important car, jusqu'à une époque récente, cette parole complexe et juste, juste parce que complexe, n'était pas assez dite ni entendue, pour le plus grand avantage des doloristes, des créolistes et des marchands de ressentiments. Elle était surtout trop peu enregistrée. Il devenait urgent de le faire. Les choses ont commencé à changer, ces publications en font foi.

Dans *Une enfance dans la guerre d'Algérie*, on retrouve ceux des auteurs du premier livre assez jeunes encore entre 1954 et 1962, rejoints par une bonne trentaine d'autres des mêmes générations mais issus cette fois-ci de toutes les populations de l'Algérie d'alors. Un intérêt puissant ressort du croisement de ces mémoires d'enfance (et non pas d'enfants). Le contraste est saisissant entre la violence subie par les petits Algériens, crue et directe, sanglante souvent, toujours traumatisante, et celle des petits Français d'Algérie, plus sournoise, tout aussi difficile à comprendre par les enfants mais suscitant beaucoup d'interrogations à venir au sein des familles traversées ou divisées par la diversité des sentiments. Dans sa préface, Jean-Marie Borzeix, souligne justement que « ce recueil de témoignages n'aspire pas à atteindre une prétendue vérité historique » mais à « confier des secrets conservés dans l'épaisseur du temps et déjà presque oubliés, réveiller des perspicacités, des lucidités qui sont propres à l'enfance. » C'est là un des mérites de cet ouvrage qui en comporte bien d'autres.

*À l'école en Algérie*, le troisième ouvrage collectif de la série, a en commun avec les deux précédents de rassembler des textes de « Gens du livre », écrivains, universitaires, chercheurs..., issus de toutes les composantes de la société algérienne d'avant 1962. Ils sont

tous passés par l'école de la République en Algérie. On ne peut en dire autant, évidemment, de tous les enfants algériens d'alors, surtout ceux du bled. Martine Mathieu-Job rappelle les chiffres : 10 % des enfants « indigènes » de 6 à 14 ans scolarisés en 1943, 31 % en 1962. Pas plus que les autres, cet ouvrage ne peut prétendre se substituer au travail des historiens mais tel quel, il a le grand intérêt d'apporter des matériaux dans un quasi-vidé plutôt surprenant, celui des publications relatives à l'École dans l'Algérie coloniale. Martine Mathieu-Job cite *La République des instituteurs* (1992), de Jacques et Mona Ozouf, et l'ouvrage de Fanny Colonna, *Instituteurs algériens 1883-1939* (1975), mais le premier ne traite pas spécifiquement de l'école en Algérie et le second, fondamental, n'aborde que la question de la formation des maîtres autochtones de l'enseignement primaire. Les témoignages contenus dans *À l'école en Algérie* mettent en évidence combien cette école a servi de tremplin dans la vie à leurs auteurs, dans la diversité de leurs origines, mais aussi combien était grande la contradiction entre l'effective transmission scolaire des valeurs de la République et les spécifiques inégalités de la société coloniale.

Le dernier né de la série, *L'Algérie en héritage*, la clôt, tout chargé d'émotions. « Qui sont les héritiers ? », demandera-t-on. La réponse réserve quelques surprises que je ne veux pas trahir ici. La parole est donnée par Martine Mathieu-Job et Leïla Sebbar, « aux fils et aux filles de ceux qui ont quitté leur Algérie natale en 1962, au moment de l'indépendance, parfois avant 1962, pour des raisons économiques ou après 1965, pour des raisons politiques. » « Ils ont encore, ajoutent-elles, la mémoire de « là-bas », disent les uns, du « pays », disent les autres. » Catherine Lalanne, fille d'institutrice, d'une famille installée en Algérie depuis 1850, cite Albert Camus. Il a dit, en substance : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. » Ce livre est pénétré du respect de l'autre, comme ceux qui l'ont précédé, ses auteurs se sont efforcés sincèrement, en dépit de bien des difficultés, non seulement de nommer les choses mais de bien les nommer. Il boucle l'œuvre collective initiée par Leïla Sebbar comme un témoignage, un manifeste fraternel contre le malheur du monde.

Bernard Zimmermann

18 janvier 2021